

Le Brésil et l'Argentine

On a appris en 1987 que les scientifiques brésiliens avaient maîtrisé la technologie de la centrifugation pour l'enrichissement de l'uranium (technologie employée seulement par quelques pays industrialisés) et qu'ils avaient commencé à construire une grande usine d'enrichissement qui allait se mettre à fonctionner sous peu. Pareil exploit aurait été accompli sans aide extérieure, dans le cadre d'un programme nucléaire secret dit «parallèle», mené depuis un institut de Sao Paulo. L'usine, qui relèvera de la Marine brésilienne, ne sera pas assujettie aux garanties internationales, et elle pourra donc servir à fabriquer de l'uranium pour des armes.

En annonçant cette percée technologique, le Brésil a réitéré sa volonté d'employer l'énergie nucléaire exclusivement à des fins pacifiques, et son engagement en ce sens a par la suite été intégré à la nouvelle Constitution du pays. Cependant, des trois réacteurs que le Brésil possède ou est en train d'ériger, un fonctionne à peine, à cause de pannes constantes, et la construction des deux autres est presque arrêtée. Par ailleurs, le pays ne pourra pas construire avant la fin du siècle le sous-marin à propulsion nucléaire dont il voulait se doter. Dans de telles circonstances, on peut se demander à quelles fins pacifiques servira la production d'uranium enrichi, laquelle doit commencer bientôt, s'il n'y a ni centrale nucléaire civile, ni sous-marin nucléaire pour l'utiliser. Les chances d'exporter des quantités appréciables d'uranium enrichi sont plutôt minces, vu la concurrence que se livrent déjà les fournisseurs établis, sur un marché mondial saturé.

L'Argentine exploite une usine d'enrichissement d'uranium (elle applique la technologie traditionnelle de la diffusion gazeuse) non assujettie aux garanties de l'AIEA et aménagée pour produire du combustible enrichi à 20 p.100, bien que tous les réacteurs du pays nécessitent de l'uranium naturel ou légèrement enrichi. L'Argentine ne semble pas en mesure, à l'heure actuelle, de produire de l'uranium de la qualité voulue pour fabriquer des armes, mais en ce qui concerne la technique à employer pour séparer le plutonium du combustible irradié, elle est plus avancée que le Brésil; une usine de retraitement, conçue pour séparer quinze kilogrammes de plutonium par année, est en construction. Il convient de mentionner, toutefois, que le rôle des militaires argentins dans la direction des affaires nucléaires a diminué au cours des dernières années.

L'amélioration des relations politiques entre le Brésil et l'Argentine a atténué le danger de la prolifération des armes nucléaires en Amérique latine. Une politique régionale, axée sur la coopération économique, notamment dans le domaine nucléaire, semble remplacer peu à peu la rivalité entre les deux pays qui était motivée par des considérations militaires nationalistes.

Ailleurs dans le monde

Si l'on exclut les pays quasi nucléaires, on a mis en doute les engagements de quatre États parties au TNP, nommément l'Iran, l'Irak, la Libye et Taïwan, même si leurs activités dans le domaine nucléaire sont assujetties à des garanties internationales. Les trois premiers de ces pays en sont aux tout premiers stades du développement nucléaire et ils n'ont pas l'infrastructure industrielle voulue pour mener un programme nucléaire national. De plus, certaines installations nucléaires en construction en Iran et en Irak ont été gravement endommagées pendant la guerre du Golfe. En revanche, Taïwan, qui possède un programme civil bien établi de production d'énergie nucléaire, a dû, sous les pressions des États-Unis, renoncer aux activités nucléaires dont le but était douteux.

CONCLUSION

Le régime de non-prolifération nucléaire s'est donc avéré assez solide. Il y a de bonnes chances pour que la prochaine Conférence chargée de l'examen du TNP, en 1990, réaffirme la validité de ce dernier, et pour que la Conférence de 1995, au cours de laquelle on décidera de l'avenir du Traité, prolonge la durée de celui-ci pour une autre longue période.

La non-prolifération est devenue une norme du comportement international qu'il n'est pas facile de contester. Cependant, on ne pourra en arriver à la solution ultime au problème de la prolifération nucléaire que dans un monde où la possession d'armes nucléaires sera considérée comme étant aussi inutile qu'inacceptable. On est encore bien loin de cet objectif, et pour s'en rapprocher, la collectivité internationale devra poursuivre sans interruption le processus de réduction et d'élimination des armements nucléaires.